

**Acteurs libres de la Société Civile Gabonaise**  
**BP 1421 - 51065 Reims Cedex**

Le 05 janvier 2009

## **LETTRE OUVERTE**

**A Monsieur Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement Européen**

Copie au Président de la République Française

Copie aux Ministres, aux Sénateurs et aux Députés français

Copie aux partis politiques français et aux groupes politiques du Parlement Européen

Copie aux Institutions Internationales

Copie aux médias

### **Appel à l'Europe et à la France pour éviter une crise majeure au Gabon**

Monsieur le Président,

Je m'appelle Bruno Ben-Moubamba et je vous ai rencontré au colloque du 10 octobre 2008 qui a eu lieu au Collège des Bernardins à Paris. Je m'exprime aujourd'hui en tant que porte-parole du réseau gabonais des *Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise*. Une partie de ce réseau s'est associée aux plaintes concernant les *Biens mal acquis* en France par de hautes personnalités gabonaises et nous venons de porter plainte via trois associations locales contre un Procureur de la République véreux qui, s'abritant derrière sa qualité de neveu du Président gabonais, a commis d'importants délits de corruption et d'extorsion de fonds.

Malheureusement, la répression vient encore une fois de s'abattre sur les Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise. Le 31 décembre 2008, les forces de sécurité gabonaises ont arrêté simultanément plusieurs membres d'ONG (Georges Mpaga, *président du Rolbg*, Marc Ona, *Coordonateur de PWYP Gabon et Président de Brainforest*, etc.) et d'autres citoyens (Grégory Gbwa Mintsas, *plaignant gabonais dans l'affaire des biens mal acquis*, son frère, *rédacteur en Chef de Tendances*, un journal local, et Gaston Asséko, *directeur technique de Radio Sainte Marie*, une personne n'ayant rien à voir avec les Acteurs Libres). De plus, les bureaux de PWYP-Gabon et de l'ONG Brainforest ont été violemment saccagés et les ordinateurs volés.

Monsieur Omar Bongo Ondimba, qui se présente devant le monde entier comme un homme de paix, n'a pas hésité, en accord avec son fils Ali, prétendant affiché à la succession, à organiser une rafle d'une grande violence contre des citoyens innocents, n'ayant que leurs convictions à défendre. Il a utilisé pour cela son neveu Monsieur Bosco Alaba Fall, Procureur de la République, mentionné plus haut. Aucun mandat d'arrêt n'a été émis et ces arrestations sont donc totalement illégales.

Actuellement, Libreville s'éloigne dangereusement des valeurs universelles et se « birmanise ». Il faut éviter au Gabon que ne se renouvellent les tâtonnements qui ont déconnecté le Rwanda de l'espace franco-africain. La France et l'Europe ont le devoir d'exercer des pressions sur Mr Omar Bongo Ondimba pour permettre au Gabon d'entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

Aucun des responsables politiques actuels du Gabon n'est en mesure d'assurer une évolution positive de la relation franco-gabonaise. Mr Ali Bongo Ondimba, actuel ministre de la défense du Gabon, fils du Président et affichant des ambitions présidentielles démesurées, suscite un très fort rejet de la population ; comme la plupart des membres de l'entourage présidentiel. L'idée que la France adouberait une personnalité honnie par les Gabonais traumatise par avance le Peuple tout entier.

Monsieur le Président, nous vous supplions d'intercéder pour nous auprès du Président français Nicolas Sarkozy afin qu'il saisisse l'opportunité historique qui se présente aujourd'hui au Gabon pour inaugurer un Nouveau Cycle de Relations non seulement entre la France et l'Afrique mais aussi entre les africains et les européens.

Le cas du Président du Zimbabwe, contesté par les grandes démocraties, prouve à suffisance qu'il ne suffit pas d'être un Etat « souverain » pour assurer le bonheur des citoyens et s'exclure des conventions internationales, notamment celles contre la corruption. Mr François Mitterrand a marqué son époque en favorisant le multipartisme en Afrique francophone. Mr Nicolas Sarkozy peut aujourd'hui entrer dans l'Histoire des relations France-Afrique, en devenant le Président français de la *bonne gouvernance*.

Un tel projet rattraperait les erreurs tragiques du passé et marquerait le retour de la Politique entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne. Le moment est venu pour la France de lancer de nouvelles initiatives pour reconquérir le cœur blessé des africains francophones.

Nous appelons à l'aide toutes les forces démocratiques et en premier lieu la France et l'Europe : le Gabon peut devenir un modèle de bonne gouvernance pour toute l'Afrique francophone !

Le 8 décembre 2008, au nom des Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise, j'ai adressé une lettre ouverte au Président gabonais, lui demandant des comptes sur la gestion financière du pays depuis 40 ans (cf. document joint), et qui met en cause, en plus des diverses plaintes mentionnées plus haut, la mauvaise gestion de notre pays pourtant immensément riche. Ce document vous permettra de mesurer l'ampleur du pillage du Gabon, au détriment de son peuple.

En souhaitant que l'année 2009 voie enfin nos continents se rapprocher et converger vers de véritables intérêts communs, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président du Parlement Européen, nos respectueuses salutations.



Bruno Ben Moubamba

*Porte-parole des Acteurs Libres la Société Civile Gabonaise en Europe*  
*Journaliste et doctorant à l'EHESS*

[gabonlibre@gmail.com](mailto:gabonlibre@gmail.com) - [www.acteurslibres.org](http://www.acteurslibres.org) + 33 (0) 6 46 22 35 18